

POINT DE VUE

Attention à la notion de culture en politique !

Qu'est-ce que la notion de culture ? Utilisée abondamment par les politiciens de tous bords, elle s'est vidée de son sens scientifique pour prendre un tour polémique.

Régis MEYRAN

Depuis quelques années, une notion issue des sciences sociales a fait son entrée dans la sphère politique : la culture. Aujourd'hui, la tendance se renforce à travers presque tout l'ensemble du spectre politique : certains promeuvent la « culture française » ou défendent les « valeurs culturelles françaises et européennes » pour lutter contre le « malaise identitaire des Français », d'autres parlent d'« insécurité culturelle »... Ainsi a-t-on pu entendre récemment que le double meurtre d'Échirolles, fin septembre, pouvait s'expliquer par les particularités culturelles des banlieues. Dans tous ces cas de figure, le mot devient envahissant et son usage de plus en plus imprécis.

La notion de culture (*Kultur*) fut inventée au milieu du XIX^e siècle par des philologues allemands à la suite des travaux de Wilhelm von Humboldt, dans une optique à la fois nationaliste et antiraciste. Elle caractérisait au départ la « communauté spirituelle » (*Volksgeist*) formée par le peuple allemand, en particulier grâce à l'usage de la langue – sorte d'inconscient collectif supposé représenter l'esprit d'un peuple, et véhiculant un découpage particulier de la réalité. Or, au cours du développement de l'anthropologie comme science autonome, entre la fin du XIX^e siècle et jusqu'à la moitié du XX^e, avec chronologiquement Edward Tylor en Angleterre, Franz Boas aux États-Unis et Claude Lévi-Strauss en France, cette notion a été remaniée pour décrire les particularités des sociétés exotiques et traditionnelles, autrefois qualifiées de « primitives ».

Ces sociétés, qui ont tendance à disparaître de même que leurs langues et leurs productions matérielles ou intellectuelles, vivaient dans un temps cyclique, centré sur les mythes et les rites traditionnels. Il s'agit bien entendu d'un modèle théorique, mais des écarts existent indéniablement entre ces peuples à historicité lente (« sociétés froides » comme les nommait Lévi-Strauss) et la majorité des peuples contemporains, vivant dans un temps linéaire et dans un espace globalisé (« sociétés chaudes »). Quoi qu'il en soit, les anthropologues conviennent aujourd'hui par commodité, à la suite de Tylor, qu'une culture (traditionnelle) est constituée d'un ensemble de savoirs, de croyances, d'arts, de morale, de lois et,

AU RISQUE D'AMBIGUÏTÉ,
voire de contresens, les politiques
devraient relire Lévi-Strauss
et Hoggart ou, *a minima*,
éviter ce terme !

à la suite de Lévi-Strauss, qu'elle s'organise en système cohérent, à l'image des langues.

Mais l'histoire de cette notion continue dans la seconde moitié du XX^e siècle, car elle est réutilisée par la sociologie, cette science qui analyse les phénomènes sociaux dans le monde occidental contemporain, c'est-à-dire dans les sociétés que n'étudient classiquement pas les ethnologues. On peut repérer alors deux utilisations. Pierre Bourdieu distingue la culture des dominants et celle des dominés – les premiers disposant d'un capital à la fois matériel, social et culturel (les façons de se tenir, de parler...)

leur permettant de perpétuer leur domination sur les autres groupes sociaux – les « dominés ». L'autre utilisation fait suite aux travaux de l'anthropologue anglais Richard Hoggart sur la « culture du pauvre » dans les années 1950. Selon lui, contrairement à une idée reçue, le peuple, usant de scepticisme ou de cynisme, sait prendre ses distances par rapport aux produits de masse qu'il consomme, en les adaptant aux valeurs de sa propre classe sociale ; en d'autres termes, il s'approprie la culture de masse et la transforme en une culture de classe. Ses recherches ont lancé les *cultural studies*, un mouvement universitaire qui a mis du temps à être reconnu en France, proposant l'étude des cultures « dominées » (aussi nommées subcultures), c'est-à-dire l'ensemble des règles de conduite qui caractérisent des petits groupes souffrant d'une faible reconnaissance sociale ou subissant des discriminations : on parle alors d'une culture des pauvres, d'une culture ouvrière, de cultures régionales ou encore des cultures des populations récemment immigrées.

Toutefois, toutes ces « cultures » ne sont pas des notions comparables. Dans la conception anthropologique classique, un peuple se définit à la fois par ses mythes, ses rites, sa religion et sa langue. Pour ceux restés longtemps isolés des autres groupes humains, le rapport à la nature ou les conceptions relatives au fonctionnement de l'esprit et du corps pouvaient être radicalement différents, ce qui n'est pas le cas des minorités contemporaines. En outre, ces cultures ne sont pas figées et encore moins « pures », et aujourd'hui, elles ne sont plus exclusives les

unes des autres. Chacun peut être conduit à endosser différentes appartenances culturelles selon le contexte : on peut être normand et d'ascendance algérienne.

Il faut donc éviter d'utiliser ce concept à toutes les sauces. Par exemple, parler de « culture française » n'a pas vraiment de sens, car nous vivons dans un monde post-industriel où les solidarités traditionnelles (Église, famille patriarcale...) sont affaiblies, et nous sommes soumis à la mondialisation qui favorise les emprunts culturels les plus variés (ainsi, les musiques rock ou hip-hop font partie d'une culture internationale). Par ailleurs, les vagues d'immigration y sont nombreuses depuis des siècles. Il faudrait donc plutôt parler d'une culture dominante (centrée sur la langue, les symboles, les rites nationaux et l'histoire nationale, faisant l'objet d'affrontements entre différentes

élites) et d'un ensemble varié de cultures ou de subcultures dominées, selon l'acception des *cultural studies*. De même, évoquer une « culture musulmane » n'est pas rigoureux non plus, car au sein des peuples pratiquant l'islam, les disparités culturelles sont grandes : un Ouïghour chinois ne vit pas dans le même univers culturel qu'un Marocain musulman berbérophone !

La culture est une notion définie par les anthropologues et les sociologues dans le cadre de leurs recherches. L'utiliser hors de son contexte scientifique peut vite conduire à des relectures tendancieuses de la notion de culture. Ainsi, un poncif traverse désormais presque tout le champ politique français, selon lequel les cultures, supposées nationales et religieuses, ne doivent pas se mélanger entre elles afin de conserver leur vitalité. Ce « différentialisme culturel »,

qui prétend lutter contre un supposé sentiment d'« insécurité culturelle » chez nos concitoyens, ne reflète aucune réalité et relève d'une nouvelle forme de racisme : il consiste à enfermer chaque nation dans une culture nationale dominante figée. Au risque d'ambiguïté, voire de contresens, les politiques devraient relire Lévi-Strauss et Hoggart ou, *a minima*, éviter ce terme ! ■

Régis MEYRAN est docteur de l'EHESS. Anthropologue et historien de l'anthropologie, il prépare, avec le sociologue Valéry Rasplus, un livre sur le *culturalisme en politique* (à paraître en 2013).

R. Meyran, *Le mythe de l'identité nationale*, Berg International, 2009.



Réagissez en direct à cet article sur www.pourlascience.fr

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Peut-on recycler à l'infini ?

La limitation en matières premières sera-t-elle résolue par un recyclage infini, où l'on réutiliserait toujours les mêmes matériaux ? C'est peu probable, les matériaux se dégradant à chaque cycle, et les techniques de recyclage coûtant cher...

Alain GELDRON

Dans une économie dite circulaire, on remettrait dans le circuit de la matière tout ce que l'on a consommé, au lieu de le brûler ou de l'envoyer à la décharge. C'est un modèle vers lequel il faut tendre, dans le contexte actuel de pénurie et d'augmentation importante du prix de certaines ressources. Le recyclage est donc de plus en plus crucial, mais une question se pose : quelles sont ses limites ?

Elles sont d'abord technico-économiques : plus les techniques sont complexes, plus elles sont coûteuses. Cependant, le progrès technique et l'augmentation du prix de la matière peuvent rendre rentable un

type de recyclage qui ne l'était pas auparavant. C'est aussi ce qui se produit avec les matières premières minérales et les produits pétroliers, où certains gisements (tels les gisements marins en eau profonde), autrefois trop chers ou trop peu accessibles, sont devenus exploitables.

Les limites sont aussi techniques, liées à la complexité des flux de produits à recycler et à la dégradation de la matière. Les matériaux constitutifs d'un produit, extraits de gisements (fer, cuivre...) ou synthétisés (polyéthylène, PVC...), perdent leur pureté dès les premiers stades de la fabrication : pour obtenir les propriétés physiques, mécaniques ou chimiques recherchées, ils sont

mélangés de multiples façons et dotés de divers additifs. Les matériaux résultants sont ensuite assemblés en composants, puis en un produit final.

À chaque stade (élaboration de l'alliage, création des composants, assemblage du produit, collecte de déchets divers), la complexité est multipliée : même si les produits sont fabriqués à partir d'un nombre assez limité de briques élémentaires, celles-ci sont associées en plusieurs millions de combinaisons. Les déchets (tels des écrans d'ordinateur et de télévision) sont alors des assemblages hétéroclites, qu'il faut défaire avant le recyclage, une tâche compliquée par leur grande variabilité.